



2013

ASSEMBLÉES ANNUELLES

Groupe de la Banque Mondiale
Fonds Monétaire International
Washington, D.C.

11 octobre 2013 (F)

Allocution d'ouverture du Président des Conseils des gouverneurs,
M. LUC FRIEDEN,
Gouverneur du Groupe de la Banque mondiale et du FMI pour le Luxembourg,
en séance plénière annuelle

Assemblées annuelles 2013
Groupe de la Banque mondiale– Fonds monétaire international

Allocution du Président des Conseils des Gouverneurs,
Luc Frieden
Ministre des Finances du Luxembourg

Washington, 11 octobre 2013

Mesdames, Messieurs les Gouverneurs,

Je vous souhaite la bienvenue aux Assemblées annuelles du Groupe de la Banque mondiale et du FMI. C'est un grand honneur pour moi de présider cette réunion majeure des décideurs du monde de la finance internationale, ici à Washington en tant que ministre des Finances du Luxembourg (Europe), pays membre fondateur de l'ONU, de la BIRD et du FMI.

J'ai toujours été fasciné et inspiré par l'esprit des institutions de Bretton Woods. J'ai fait des études de droit aux États-Unis il y a de nombreuses années et, durant mon séjour dans ce pays, je me suis rendu sur les lieux où sont nées ces deux institutions. Lorsque je suis arrivé au Mount Washington Hotel, j'ai pu ressentir le génie de ceux qui se sont attachés à redéfinir l'architecture économique internationale à la fin de la deuxième guerre mondiale.

La réalité économique a considérablement évolué depuis 1944. À Bretton Woods, 45 nations étaient présentes ; aujourd'hui, nous représentons 188 pays. J'aimerais évoquer, ici, aujourd'hui l'esprit des fondateurs de nos institutions. « Je pense » a dit en 1944, le secrétaire au Trésor des États-Unis, Henry Morgenthau, que la leçon fondamentale pour notre génération est que « les peuples du monde entier sont inextricablement liés les uns aux autres par la profonde et fondamentale identité de leurs buts Chercher à atteindre nos objectifs chacun de notre côté en faisant preuve de la rivalité dénuée de toute finalité et de tout sens qui nous a divisé dans le passé, ou en faisant preuve de pure agression économique ... ne ferait que nous exposer de nouveau tous à la ruine ... ». Et Morgenthau de conclure « aujourd'hui, la seule manière éclairée pour un pays d'agir dans son propre intérêt est de conclure un accord international ».

Je participe aux Assemblées annuelles en tant que Gouverneur de la Banque mondiale depuis maintenant 15 ans. Je me suis rendu dans des pays en développement où j'ai pu constater la contribution de la Banque à l'amélioration des conditions de vie. J'ai participé à de nombreuses réunions en Europe consacrées à la crise de l'euro, qui m'ont permis de voir à quel point il est important de pouvoir compter sur l'expertise du FMI dans des temps économiques difficiles. Chaque période de l'histoire a ses propres défis. À l'évidence, depuis 2007, nous sommes devenus encore plus conscients de notre profonde interdépendance.

Les Gouverneurs ont tous la même mission. Nous venons certes de différentes régions du monde, mais nous nous préoccupons tous du bien-être des populations de nos pays. Les circonstances

actuelles sont difficiles. Ce qui nous unit est la volonté de transformer ces défis en opportunités et de faire ce qui est en notre pouvoir pour améliorer la condition de nos compatriotes.

Lorsque nous considérons la situation économique mondiale, nous observons certains signes encourageants d'une faible reprise dans certaines parties du monde, malgré la persistance de risques considérables. La dynamique de la croissance s'est transformée : alors que certains pays avancés commencent à progresser à un rythme plus rapide, de nombreux pays émergents marquent un ralentissement. Il reste certes beaucoup à faire pour instaurer une reprise mondiale réelle et durable.

Dans le contexte d'une économie mondiale affaiblie et d'un système financier ébranlé, nos réunions revêtent une importance cruciale pour la détermination de la politique internationale. Pour relever les défis actuels, le FMI et la Banque mondiale ont considérablement accru leur base de connaissances et produisent des travaux de recherche remarquables dont je tiens à remercier les équipes des deux institutions.

Les Perspectives de l'économie mondiale, le Rapport sur la stabilité financière dans le monde et le Fiscal Monitor recensent certains de ces défis. Il est intéressant de noter que les dernières analyses et études montrent qu'il importe de renforcer encore la coordination internationale des politiques macroéconomiques.

Cela vaut également pour la zone euro. Si les conditions de financement se sont manifestement améliorées, il n'a pas été remédié dans une mesure suffisante à la fragmentation financière. Les liens pervers entre les banques, les sociétés et les États souverains n'ont pas encore été totalement rompus. Pour éviter que la crise ne devienne structurelle, il est absolument essentiel de mettre en place une union bancaire intégrale dotée de trois composantes aussi importantes les unes que les autres, à savoir un mécanisme de surveillance unique, une autorité unique de résolution des défaillances bancaires, et un fonds unique de garantie des dépôts. Nous devons, par ailleurs, mettre en place, pour ces trois composantes, des mécanismes de gouvernance qui prennent en compte et garantissent les intérêts de la zone euro dans son ensemble.

Compte tenu des faits récents et de l'examen actuellement consacré à un mécanisme de résolution européen, je me demande s'il ne serait pas approprié pour le FMI d'étudier la possibilité d'une approche plus internationale de la résolution des défaillances bancaires.

De nombreux pays doivent continuer de privilégier la rigueur budgétaire bien qu'à des degrés divers. La fiscalité a manifestement un rôle important à jouer à cet égard. Le Fiscal Monitor présente des observations intéressantes en ce domaine et aborde le problème qui consiste à déterminer comment imposer mieux et plus équitablement. À mon sens, les réformes fiscales doivent être équilibrées de manière à contribuer à de saines finances publiques, à la justice sociale et à la croissance économique.

La question de la fiscalité internationale a acquis récemment une certaine visibilité, ce qui a amené le FMI, à juste titre, à l'examiner lui aussi, étant donné les retombées internationales des politiques nationales. Que l'on considère l'érosion de la base d'imposition, le transfert des bénéfices ou la fraude fiscale – il est évident que les questions fiscales revêtent de l'importance

pour la stabilité macroéconomique. J'estime qu'il est nécessaire que le FMI, l'OCDE et les organisations régionales coopèrent étroitement à la conception de systèmes fiscaux équitables et compétitifs prenant pleinement en compte la dimension transfrontière incontournable des sociétés dans une économie mondiale.

Parmi les nombreuses autres intéressantes analyses et études spécialisées produites par le FMI, je tiens à mentionner deux nouveaux rapports, le Spillover Report et l'External Sector Report, qui se caractérisent tous deux par l'importance qu'ils accordent aux relations d'interdépendance entre les pays et les régions, question dont la pertinence ne cesse de s'accroître.

Tous ces domaines de l'action publique témoignent de ce qui doit être pour nous, je pense, le principal message : l'interdépendance est manifestement la caractéristique la plus marquante de cette phase de notre histoire. Dans ce monde interconnecté, la prospérité mondiale doit être notre objectif commun !

Nous devons poursuivre nos recherches, nous devons réfléchir et prendre des décisions, et nous devons agir.

Quant aux mesures concrètes qu'il nous faut prendre, laissez-moi vous en suggérer quelques-unes :

Le chômage et la pauvreté font partie des obstacles à la prospérité mondiale recensés par les deux institutions qu'il importe d'éliminer en priorité.

Sachant que plus de 200 millions de personnes sont au chômage, la création d'emplois continue d'être un impératif. L'emploi est un problème social, un problème économique et, en fin de compte, un problème politique. Nous devons, en notre qualité de responsables de l'action publique, appuyer la création d'emplois par le biais de programmes d'éducation et de formation, de subventions adaptées et de la fiscalité. Le secteur privé a un rôle important à jouer : le Groupe de la Banque mondiale fournit un appui aux autorités nationales pour les aider à atténuer les obstacles et l'IFC apporte un soutien direct, qui a atteint le niveau record de 25 milliards de dollars cette année.

Au début de l'année, le Groupe de la Banque mondiale a défini deux objectifs en vue de libérer le monde de la pauvreté : éliminer l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée. Il nous faut maintenant définir une stratégie unifiée qui trace dans ses grandes lignes la manière dont le Groupe de la Banque atteindra ses objectifs. L'IDA contribuera de manière fondamentale aux efforts menés pour éradiquer la pauvreté. Cette année, un montant record de 16 milliards de dollars a été consacré à des interventions axées sur les États fragiles et touchés par un conflit, la parité hommes-femmes et la capacité d'adaptation au changement climatique. La majorité des ressources a été engagée en Afrique.

Il est important de reconnaître que, conjointement, les engagements du Groupe de la Banque mondiale et les financements concessionnels du FMI ont aidé 20 États fragiles et touchés par un conflit à atteindre au moins une des cibles des objectifs du Millénaire pour le développement. Six

autres pays sont bien placés pour atteindre ce résultat à l'horizon 2015. Ces signes de progrès prouvent que nous pouvons réussir.

J'aimerais évoquer brièvement le cas d'une région qui traverse actuellement une phase de transition importante et difficile, c'est-à-dire la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Il importe de donner à cette dernière, qui joue un rôle important sur les plans culturel et géopolitique, l'appui nécessaire pour apporter l'espoir, la liberté et la stabilité. Il sera essentiel pour cette région — et, par conséquent pour le monde entier — de créer un environnement qui stimulera la création d'emplois et favorisera l'inclusion des femmes et des minorités, qui renforcera la gouvernance et qui appuiera une croissance durable. Le nouveau Fonds pour la transition au Moyen-Orient et en Afrique du Nord mis en place par la Banque assurera une assistance technique pour appuyer cette transition.

Je voudrais également mentionner la stratégie pour la région du Sahel ; il s'agit là d'une initiative dont il y a tout lieu de se féliciter, qui a pour objet de réduire les vulnérabilités et d'améliorer les opportunités économiques.

Le sens fondamental de ce qui précède est manifeste : la mondialisation, en particulier dans les domaines financier et économique, est aujourd'hui une réalité indiscutable. Elle est une force considérable, un phénomène sociétal et pluridimensionnel à laquelle nous devons, nous Gouverneurs de la Banque mondiale et du FMI, accorder une attention particulière. Nous devons nous assurer que ce processus de mondialisation est bien canalisé et équilibré, de manière à être source de prospérité pour tous et non pas simplement pour quelques privilégiés.

Pour que la mondialisation soit source de prospérité, il ne suffit pas que nous disposions de ressources financières équitablement distribuées ou que nous finançons des programmes. Nous devons viser plus haut, également en notre qualité de Gouverneurs de ces institutions financières internationales, pour formuler des idées et des concepts qui vont au-delà de la seule question des moyens financiers, et examiner les processus qui doivent être conçus.

Comment pouvons-nous promouvoir l'idée que la mondialisation peut et doit mener à la prospérité mondiale tout en préservant des structures organisationnelles qui ne représentent pas une approche unifiée de la gouvernance ? Il est bien plus facile de parvenir à assurer la diversité en mettant en place des procédures de prise de décision inclusives qui ne favorisent pas uniquement des intérêts particuliers, mais privilégient la cohérence dans toutes les stratégies. Nous devons adopter une démarche globale pour traiter les questions mondiales fondamentales. Lorsqu'une région est en difficulté, le monde entier souffre. Lorsqu'une région prospère, le monde entier doit s'en réjouir. C'est cela que doit réellement signifier la mondialisation.

De nombreuses institutions et forums permettent actuellement aux autorités nationales de se rencontrer. Pour les ministres des Finances, le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE, les banques régionales de développement et le G-20 sont probablement les plus importants. Les modèles de gouvernance actuels de ces diverses institutions et forums permettent-ils de traiter les questions complexes qui doivent être abordées en collaboration ? Ces institutions sont-elles suffisamment représentatives de toutes les nations du monde ? Les incluent-elles même toutes ? Ne devrions-nous pas concevoir de nouveaux modèles de représentation pour veiller à ce que 160 pays

n'observent pas de loin ce que 20 autres décident ? Pour assurer la prospérité pour tous, nous devons avoir des modèles de gouvernance qui visent à assurer l'unité dans la diversité et à prendre davantage en compte le monde interconnecté qui est maintenant le nôtre.

Ce que nous avons accompli par l'intermédiaire du FMI et de la Banque mondiale est extraordinaire. Je tiens à remercier Jim Kim et Christine Lagarde de leurs remarquables contributions. Les institutions qu'ils dirigent sont les symboles de la mondialisation et de l'interdépendance. Nous devons aujourd'hui faire preuve de la même clairvoyance que les pères spirituels de ces institutions. Permettons-leur d'évoluer comme il convient en concevant de nouveaux modèles de gouvernance adaptés à un monde qui a désespérément besoin de solutions réellement mondiales.

Nous pouvons aujourd'hui, en tant que ministres et gouverneurs de banques centrales, accomplir beaucoup ensemble. Nous avons les moyens d'améliorer les conditions de vie de millions d'êtres humains. Tant que des enfants auront faim, tant que des filles et des garçons ne pourront pas aller à l'école, tant que des pays n'opéreront pas dans le respect de la légalité, tant que la corruption et un chômage massif perdureront, notre tâche ne sera pas achevée.

Notre travail doit s'inscrire dans un cadre défini par des valeurs et des principes, des visions et des concepts. Nous devons collaborer, nous consulter, apprendre les uns des autres et nous respecter. Et pour cela, nous devons exploiter pleinement le potentiel de nos institutions, la Banque et le FMI, pour atteindre notre objectif commun : la prospérité pour tous les êtres humains.

Je vous remercie !